

Tsipras versera-t-il la prime de Noël aux retraités malgré Merkel et Juncker ?

écrit par Christine Tasin | 15 décembre 2016



Ce qui se passe en Grèce est intéressant. Le mythe Tsipras à vécu. Après ses mensonges qui l'ont conduit au pouvoir et ses concessions à l'UE et à Merkel (baisse des pensions des retraités, disparition de la prime de Noël, privatisation à prix bradés des biens nationaux, entre autres celle des Chemins de fer), les Grecs n'y croient plus. Il est donné grand perdant des prochaines élections qui devraient ramener au pouvoir la droite favorable aux mesures d'austérité ([Nouvelle Démocratie](#), chassée par Tsipras et qui pourrait bien chasser Tsipras) et faire entrer au parlement le parti communiste KKE.

C'est sans doute pour cela que, le 8 décembre dernier Tsipras à promis de verser une prime de Noël aux petits retraités grecs :

L'annonce a surpris tout le monde. Jeudi 8 décembre au soir, le premier ministre grec, Alexis Tsipras a annoncé un véritable « cadeau de Noël » aux retraités. [Un chèque compris entre 300 et 850 euros sera ainsi versé le 22 décembre prochain à 70 % des pensionnés](#) qui touchent moins de 850 euros par mois. Un montant non négligeable pour les 1,6 million de personnes concernées dans un pays où les

pensions ont été fortement revues à la baisse depuis 2010. Alexis Tsipras est cependant allé encore un peu plus loin, annonçant la suspension du relèvement prévu pour 2017 du taux de TVA dans les îles du nord de la mer Égée, celles qui sont le plus touchées par les arrivées de migrants venus de Turquie.

C'est peu dire que Tsipras, à travers ses promesses du 8 décembre dernier, joue son va-tout. Au grand dam de Bruxelles et Merkel... qui considèrent les Grecs comme des enfants obligés de leur demander avis et autorisation pour aller faire pipi et surtout pour distribuer une petite part des bénéfices annuels à leurs plus mal lotis.

The Greek Prime Minister's decision to distribute 617 million euros among pensioners, while the second bailout review has yet to conclude, appears to have 'surprised' Brussels.

A European officer noted that the EU had not been informed and estimated that they will make the negotiations between Europe and the IMF for the surplus targets of 2018 and beyond harder.

<http://www.tovima.gr/en/article/?aid=850372>

C'est que l'enjeu est d'importance... ils tremblent tous que la Grèce, à bout de souffle ne sorte de la zone euro et ne donne le là à un certain nombre d'autres pays qui y pensent de plus en plus...

Dans ces conditions, Alexis Tsipras doit naturellement repartir à l'offensive. Les annonces du 8 décembre ont ainsi été perçues en Grèce comme le début d'une campagne électorale qui ne dit pas (encore) son nom. L'objectif serait de montrer que la politique du gouvernement porte ses fruits, qu'Alexis Tsipras peut prendre des initiatives sans tenir compte des créanciers et, enfin, qu'il est prêt, s'il le faut, à entrer en conflit avec ces derniers si nécessaire. C'est pourquoi Athènes n'a pas pris la peine de prévenir ses créanciers de ces initiatives. Ce dont par ailleurs, comme on l'a vu, rien ne l'y obligeait. [Mais à Bruxelles, Berlin et Washington, ces mesures ont été mal reçues](#). On y voit la preuve de la « non fiabilité » du gouvernement grec et de sa propension à « dépenser plus ». Cette mauvaise humeur joue plutôt, dans l'immédiat en faveur d'un Alexis Tsipras qui doit redorer son blason de défenseur des Grecs contre les créanciers.

Reste à savoir aussi si une telle stratégie est efficace alors qu'en janvier, la réforme des retraites s'appliquera, réduisant pour beaucoup de nouveaux retraités le montant des pensions. [Plusieurs autres mesures d'austérité seront appliquées en 2017, pesant sur la popularité de l'exécutif.](#) Or, comme Alexis Tsipras en a fait plusieurs fois l'expérience, dans le choix du mémorandum, ses marges de manœuvre sont quasiment nulles. Si les créanciers refusent de verser de nouveaux fonds, la Grèce devra faire défaut et, sans doute, sortir de la zone euro. Mais toute la stratégie menée depuis juillet 2015 vise à éviter ce scénario. Ceci conduit, depuis un an et demi, à une série de capitulations du gouvernement qui a érodé son crédit auprès des Grecs.

lire l'ensemble de l'article ici

<http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-alexis-tsipras-tente-de-redresser-sa-popularite-624047.html>